INSÉCURITÉ, SANCTIONS ÉCONOMIQUES ET DÉFIS BUDGÉTAIRES AU MALI : Quelles stratégies pour une croissance économique soutenable (1991–2025) ?

INSECURITY, ECONOMIC SANCTIONS, AND BUDGETARY CHALLENGES IN MALI: What Strategies for Sustainable Economic Growth (1991–2025) ?

Etienne Fakaba SISSOKO
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEGB)
Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES ML)

Date de soumission :
Date d'acceptation :

Pour citer cet article : " Sissoko. EF. (2025) "Insécurité, sanctions économiques et défis budgétaires au Mali : Quelles stratégies pour une croissance économique soutenable (1991–2025) ? " *Revue Française d'Economie et de Gestion*. Vol. Numéro. pp

Résumé :

Cet article analyse les effets conjugués de l'insécurité et des sanctions économiques de la CEDEAO sur la soutenabilité budgétaire et la croissance économique au Mali (1991–2025). À partir d'une méthodologie mixte (modèle ARDL et 40 entretiens qualitatifs), il montre que les dépenses publiques productives et les investissements en capital humain soutiennent significativement la croissance, alors que l'endettement orienté vers les dépenses courantes, les sanctions économiques et l'insécurité ont des impacts négatifs durables. L'étude recommande une réorientation urgente vers les investissements productifs, une gestion rigoureuse de la dette, une diversification économique hors CEDEAO, ainsi qu'un équilibre stratégique clair entre dépenses sécuritaires et économiques. Elle contribue ainsi à enrichir la compréhension des défis budgétaires complexes dans le contexte sahélien.

Mots-clés : Insécurité, Sanctions économiques, Soutenabilité budgétaire, Croissance durable, Mali.

Classification JEL : E62, H63, O15, O55, F51

Abstract

This paper analyzes the combined impacts of persistent insecurity and ECOWAS economic sanctions on budgetary sustainability and sustainable economic growth in Mali from 1991 to 2025. Using a mixed-method approach (ARDL model and 40 qualitative interviews), results indicate that productive public spending and human capital investments significantly promote economic growth, whereas debt used for recurrent expenditures, economic sanctions, and insecurity have persistent negative effects. The study recommends an urgent reorientation towards productive investments, rigorous debt management, proactive economic diversification beyond ECOWAS countries, and a strategic balance between immediate security expenditures and long-term economic investments. The findings contribute to a deeper understanding of complex budgetary challenges in the Sahel context.

Keywords: Insecurity, Economic sanctions, Budgetary sustainability, Sustainable growth, Mali.

JEL Classification: E62, H63, O15, O55, F51

Introduction

Depuis la transition politique entamée en août 2020, le Mali est confronté à des défis économiques et sécuritaires complexes. L'insécurité persistante et les sanctions économiques imposées en 2022 par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pèsent fortement sur les capacités budgétaires du pays, posant des interrogations cruciales sur la soutenabilité financière à court et long terme (Sissoko. EF et al. 2024).

Pour 2025, le Mali a adopté un budget particulièrement ambitieux, avec des dépenses prévues à 3 229,9 milliards FCFA contre des recettes de 2 648,9 milliards FCFA, entraînant ainsi un déficit global de 581 milliards FCFA, en légère amélioration par rapport à l'année précédente (LF, 2025). La croissance économique prévue à 5,3 %, portée par l'extraction du lithium, de l'or, la relance du textile et la production locale de blé (BAD, 2024), reste néanmoins fragile face aux contraintes sécuritaires et aux sanctions internationales. Par ailleurs, le ratio dette publique/PIB, estimé à 56 % en 2025 (Banque mondiale, 2023), appelle une gestion prudente pour préserver la stabilité macroéconomique dans un contexte où l'inflation se stabilise à environ 1,8 %.

Cet article examine donc comment le Mali pourrait optimiser ses dépenses publiques afin de concilier les impératifs de croissance économique et les contraintes liées à l'insécurité et aux sanctions économiques. La question centrale posée est la suivante : ***dans quelle mesure l'insécurité et les sanctions économiques affectent-elles la soutenabilité budgétaire du Mali, et quelles stratégies peuvent être adoptées pour assurer une croissance durable ?***

Pour y répondre, une méthodologie mixte est mobilisée. Une analyse quantitative reposant sur le modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag) est employée pour évaluer les dynamiques économiques à court et long terme (Pesaran et al., 2001). En complément, une enquête qualitative approfondie, fondée sur 40 entretiens semi-directifs avec des décideurs politiques, experts économiques et représentants de la société civile, est réalisée à l'aide du logiciel NVivo.

Le cadre théorique de cette étude s'appuie principalement sur les théories de la soutenabilité budgétaire en contexte post-conflit (Collier & Hoeffler, 2004), des impacts économiques des sanctions internationales (Hufbauer et al., 2007), et les approches du capital humain et de la croissance endogène (Becker, 1964 ; Mankiw et al., 1992).

L'article est structuré en cinq sections. Après cette introduction, la section 2 présente succinctement le cadre théorique et la revue critique de la littérature existante. La section 3

détaille brièvement la méthodologie adoptée. La section 4 expose clairement les résultats empiriques obtenus. La section 5 propose une discussion critique et formule des recommandations opérationnelles. Enfin, la section 6 conclut en résumant les principaux enseignements et les implications pratiques de l'étude.

2. Cadre théorique et revue de littérature

2.1 Cadre théorique mobilisé

L'analyse des défis budgétaires au Mali face à l'insécurité persistante et aux sanctions économiques repose sur quatre théories économiques essentielles :

- **Soutenabilité budgétaire post-conflit** : Collier et Hoeffler (2004) soulignent l'importance cruciale d'un équilibre entre dépenses sécuritaires immédiates et investissements productifs pour la croissance à long terme. En contexte sahélien, la prédominance des dépenses militaires limite souvent les capacités d'investissement dans des secteurs clés (éducation, santé, infrastructures).
- **Impact économique des sanctions internationales** : Selon Hufbauer et al. (2007), les sanctions économiques entravent significativement le commerce, l'accès aux financements et les investissements étrangers. Dans le cas du Mali, les sanctions de la CEDEAO ont perturbé les échanges régionaux et l'accès aux marchés financiers (Sissoko & Dembélé, 2023).
- **Théorie du capital humain** : Becker (1964) et Mankiw et al. (1992) démontrent que les investissements en éducation et santé génèrent une croissance durable. Toutefois, dans les pays sahéliens confrontés à des crises sécuritaires, ces investissements stratégiques sont souvent sacrifiés, réduisant ainsi leur potentiel de croissance (Lassana, 2023).
- **Théorie de l'endettement public** : Reinhart et Rogoff (2010) établissent qu'un endettement public élevé compromet durablement la croissance économique. Étant donné que le Mali prévoit un ratio dette/PIB de 56 % en 2025 (Banque mondiale, 2025), une gestion prudente devient essentielle.

2.2 Revue critique de la littérature existante

Plusieurs études récentes ont exploré les impacts économiques des sanctions et de l'insécurité au Sahel, mais elles comportent certaines limites :

- **Effets des sanctions économiques** : Sissoko et al. (2023), examinant le cas du Niger et du Burkina Faso, identifient clairement les pertes en IDE et la dégradation budgétaire liées aux sanctions économiques, mais leur étude exclusivement qualitative ne permet pas d'établir précisément les causalités quantitatives. De plus, l'impact indirect des sanctions sur la dette publique reste sous-analysé.
- **Soutenabilité de la dette** : Sangaré et al. (2023) mettent en avant les effets négatifs des dépenses sécuritaires sur les finances publiques dans les pays du Sahel, mais omettent les impacts aggravants des sanctions économiques régionales, pourtant cruciaux dans la gestion budgétaire malienne.
- **Effets économiques de l'insécurité :** Kalifa et al. (2023) abordent principalement les impacts sectoriels de l'insécurité, en particulier dans le domaine du tourisme, sans intégrer les effets économiques globaux sur le budget national. De manière complémentaire, Sissoko et al. (2024) montrent que malgré l'augmentation substantielle des dépenses de défense et de sécurité dans le budget 2024 du Mali, aucune amélioration proportionnelle des indicateurs sécuritaires n'est observée, suggérant une efficacité limitée de ces dépenses à court et moyen terme. Leur analyse qualitative, basée sur des entretiens avec des officiers militaires, révèle un consensus sur l'urgence accrue des dépenses sécuritaires, mais aussi une incertitude quant à leur efficacité durable pour assurer la stabilité économique..
- **Importance des dépenses productives** : Maïga et al. (2023) soulignent l'importance des dépenses productives pour la croissance, mais négligent souvent l'effet cumulatif des contraintes sécuritaires et des sanctions économiques sur ces dépenses.

Notre étude propose ainsi une approche plus intégrée, couvrant plusieurs secteurs économiques clés, tout en examinant explicitement l'interaction complexe entre dépenses sécuritaires accrues et investissements socio-économiques nécessaires à une croissance durable

2.3 Synthèse des lacunes et contribution spécifique

On le voit bien, les études existantes présentent trois principales lacunes : manque d'intégration quantitative précise des effets des sanctions économiques, faible prise en compte de l'impact cumulé des contraintes sécuritaires et économiques, et focalisation souvent sectorielle ou limitée.

Cette recherche entend combler ces lacunes en combinant une approche quantitative rigoureuse (modèle ARDL) et une analyse qualitative approfondie (entretiens semi-directifs, NVivo), offrant ainsi une perspective intégrée des effets économiques et budgétaires de l'insécurité et des sanctions économiques au Mali.

2.4 Hypothèses de recherche

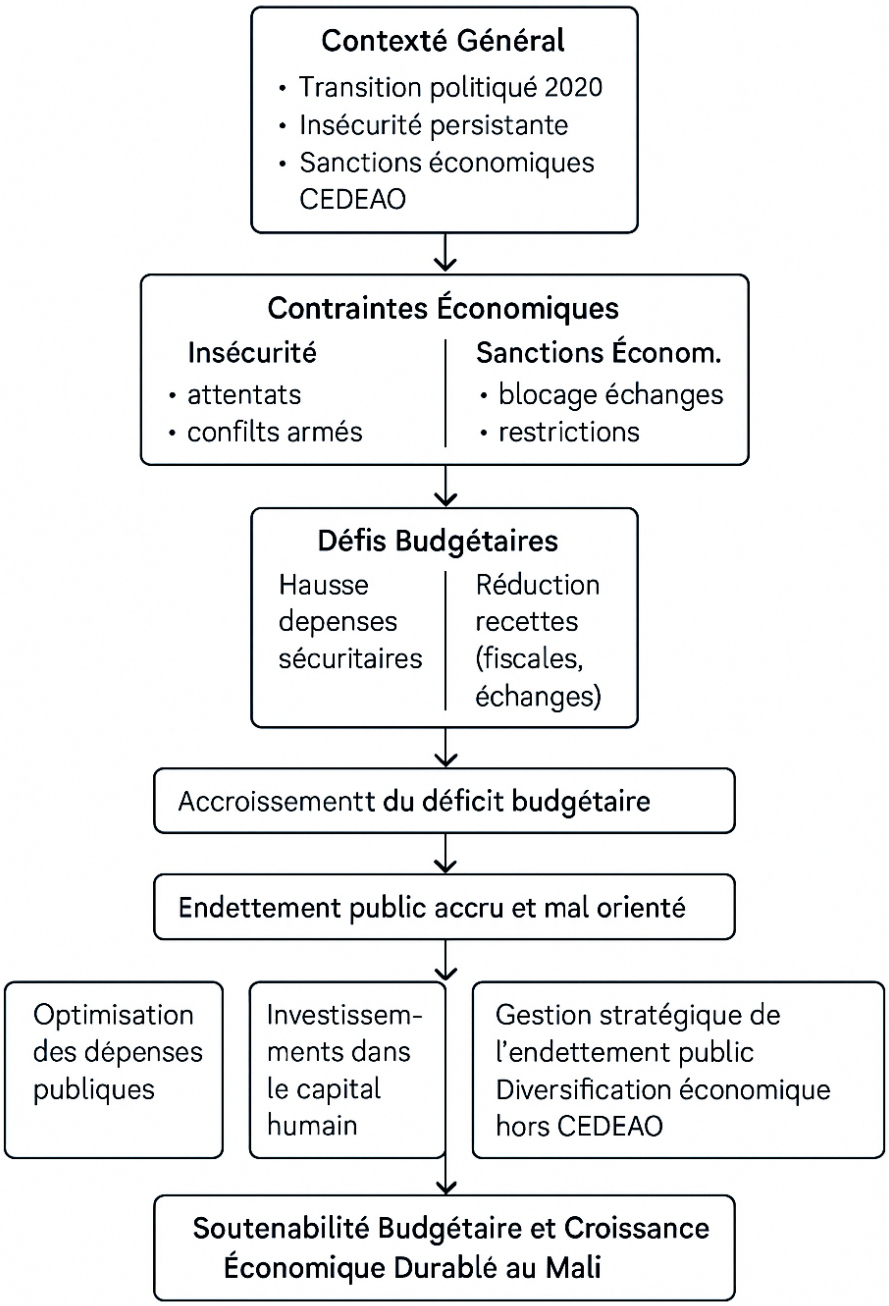
Sur la base du cadre théorique présenté, nous formulons les hypothèses suivantes :

- **H1 :** Une priorisation des dépenses publiques productives (éducation, santé, infrastructures économiques) par rapport aux dépenses improductives (administration, subventions non ciblées) améliorerait significativement la croissance économique (Barro, 1990 ; Maïga et al., 2023).
- **H2 :** Une stratégie d'endettement privilégiant les titres obligataires à moyen et long terme plutôt que les bons du Trésor à court terme renforcerait la stabilité financière et favoriserait une croissance économique durable (Reinhart & Rogoff, 2010 ; Fakaba et al., 2023).
- **H3 :** Un accroissement substantiel des investissements dans le capital humain (éducation et santé) entraînerait une amélioration notable de la productivité économique et du développement durable (Becker, 1964 ; Lassana, 2023).
- **H4 :** Un équilibre stratégique entre les dépenses sécuritaires immédiates et les investissements de long terme en développement socio-économique favoriserait la stabilité économique et une croissance durable (Collier & Hoeffler, 2004 ; Sissoko et al., 2023).
- **H5 :** Les sanctions économiques imposées par la CEDEAO exerceraient une pression négative significative sur la stabilité macroéconomique et la soutenabilité budgétaire du Mali, nécessitant ainsi une révision approfondie des politiques économiques nationales (Hufbauer et al., 2007 ; Sissoko & Dembélé, 2023).
- **H6 :** Une gestion budgétaire équilibrée combinant efficacement les dépenses courantes et les dépenses d'investissement **aurait** un effet positif clair sur la croissance économique durable du Mali (Alesina & Perotti, 1997 ; Diawara, 2023).

2.5 Cadre Conceptuel de l'article

Le schéma 1 montre comment l'insécurité et les sanctions économiques aggravent les contraintes budgétaires au Mali, en creusant le déficit et en orientant mal la dette. Pour y faire face, des stratégies sont proposées : meilleure allocation des dépenses, gestion prudente de la dette, investissement dans le capital humain et diversification économique, en vue d'assurer une croissance durable et une soutenabilité budgétaire renforcée.

Figure 1 :Schéma conceptuel de l'étude



Source : Auteur, 2025

3. Méthodologie

Cette étude mobilise une approche méthodologique mixte combinant analyses quantitatives et qualitatives pour saisir précisément les dynamiques économiques et contextuelles affectant la soutenabilité budgétaire et la croissance économique durable au Mali (Creswell, 2014).

3.1 Approche méthodologique mixte

3.1.1 Analyse quantitative : modèle ARDL

La partie quantitative utilise le modèle ARDL, développé par Pesaran, Shin et Smith (2001), reconnu pour sa robustesse et sa flexibilité dans l'analyse des séries temporelles économiques avec variables intégrées d'ordres différents (I(0) et I(1)). Ce choix méthodologique permet d'évaluer simultanément les effets économiques à court et long terme dans un contexte d'instabilité économique, sécuritaire et politique comme celui du Mali (1991–2025). Le modèle intègre cinq variables économiques clés : dépenses publiques totales (DP), niveau d'endettement public (NE), investissements en capital humain (ICH), sanctions économiques de la CEDEAO (SANCT), et insécurité (INS). L'analyse quantitative est menée avec les logiciels statistiques Eviews 12 et Stata 18, assurant précision et fiabilité des résultats.

3.1.2 Analyse qualitative : entretiens semi-directifs

L'analyse qualitative se base sur 40 entretiens semi-directifs, codifiés et analysés avec NVivo. Cet d'échantillon, incluant décideurs politiques (ministères des finances, économie, sécurité et défense), experts économiques, acteurs privés affectés par les sanctions, ainsi que des représentants de la société civile des régions particulièrement concernées (centre et nord), garantit une meilleure représentativité et une diversité des perceptions sur les enjeux budgétaires et économiques du Mali (Krippendorff, 2018).

3.2 Collecte et traitement des données

3.2.1 Données quantitatives

Les données quantitatives sont issues exclusivement de sources officielles reconnues, notamment le FMI, la Banque Mondiale, la BCEAO, les lois de finances maliennes (2025) et divers rapports gouvernementaux sur la gestion budgétaire et économique.

3.2.2 Données qualitatives

Les données qualitatives sont recueillies par entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon diversifié d'acteurs clés. Les échanges portent spécifiquement sur les impacts économiques et

budgétaires des sanctions économiques et des défis sécuritaires, permettant ainsi une triangulation efficace avec les résultats quantitatifs.

3.3 Modélisation économétrique détaillée (modèle ARDL)

La définition précise et opérationnelle des variables utilisées dans le modèle ARDL est présentée succinctement dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Variables opérationnelles du modèle ARDL

Variable	Abréviation	Définition précise	Sources
Croissance économique	PIB	Variation annuelle du PIB réel en %	Banque mondiale, FMI
Dépenses publiques	DP	Dépenses totales (% du PIB)	Loi des finances, BCEAO
Endettement public	NE	Dette publique totale (% PIB)	FMI, Banque mondiale
Capital humain	ICH	Dépenses publiques en éducation et santé (% PIB)	FMI, Min. Finances
Sanctions économiques	SANCT	Dummy (1 : années de sanctions CEDEAO ; 0 : sinon)	CEDEAO, FMI, BCEAO
Insécurité	INS	Nombre annuel d'incidents sécuritaires graves (ACLED)	Base ACLED

Source : Auteur, 2025

3.3.1 Formulation simplifiée du modèle ARDL

Le modèle ARDL est formalisé comme suit :

$$\Delta PIB_t = \alpha + \sum_{i=1}^{p} \beta_i \Delta PIB_{t-i} + \sum_{j=1}^{q} \gamma_j \Delta DP_{t-j} + \sum_{k=1}^{r} \delta_k \Delta NE_{t-k} + \sum_{l=1}^{s} \theta_l \Delta ICH_{t-l} + \sum_{m=1}^{u} \mu_m \Delta SANCT_{t-m} + \sum_{n=1}^{v} \rho_n \Delta INS_{t-n} + \varepsilon_t$$

Avec :

- Δ : différence première
- α : constante
- $\beta, \gamma, \delta, \theta, \mu, \rho$: coefficients à estimer (court terme)
- ε : terme d'erreur

Cette modélisation permet d'analyser clairement les effets immédiats et les dynamiques d'ajustement à long terme entre croissance économique, contraintes budgétaires, sécuritaires et économiques au Mali.

3.4 Limites méthodologiques

Cette méthodologie présente toutefois quelques limites à souligner brièvement :

- Les données qualitatives pourraient inclure davantage d'acteurs régionaux pour une représentativité encore meilleure.
- Le modèle ARDL pourrait être complété par d'autres indicateurs institutionnels et de gouvernance pour affiner davantage l'analyse.

4. Résultats Empiriques

4.1 Présentation et analyse préliminaire des données (1991–2025)

Cette section présente succinctement les statistiques descriptives actualisées, les résultats des tests de stationnarité et les corrélations entre variables, préalables à la modélisation ARDL pour la période 1991–2025.

4.1.1 Statistiques descriptives

Le tableau 2 résume clairement les statistiques descriptives principales des variables étudiées.

Tableau 2 : Statistiques descriptives (1991–2025)

Variables	Moyenne	Écart-type	Min	Max
Croissance PIB (%)	5,30	3,85	-4,48	11,92
Dépenses publiques (% PIB)	7,60	1,05	5,93	10,34
Endettement public (% PIB)	27,02	9,67	9,64	43,96
Invest. capital humain (% PIB)	4,06	0,79	2,78	5,35
Sanctions économiques (dummy)	0,09	0,29	0,00	1,00
Insécurité (incidents/an)	50,03	6,19	35,00	65,00

Source : Auteur, 2025

Ces données montrent une croissance économique moyenne modérée (5,31 %), accompagnée d'une forte volatilité (écart-type élevé). Les dépenses publiques (7,60 % du PIB) sont relativement stables. L'endettement public (27,02 % du PIB) varie fortement, illustrant des contraintes budgétaires récurrentes. Les investissements en capital humain restent stables mais modérés. L'insécurité, avec en moyenne 50 incidents graves par an, reste un défi majeur. Enfin, les sanctions économiques imposées par la CEDEAO (9 % des années étudiées) sont rares mais fortement impactantes.

4.1.2 Tests de stationnarité (ADF)

Le tableau suivant résume les résultats des tests Augmented Dickey-Fuller (ADF) pour la stationnarité des variables :

Tableau 3 : Tests de stationnarité ADF

Variables	Niveau (ADF)	Diff. première (ADF)	Ordre
Croissance PIB (PIB)	-6.812***	-	I(0)
Dépenses pub. (DP)	-2.145	-7.012***	I(1)
Endettement (NE)	-1.785	-6.846***	I(1)
Capital humain (ICH)	-3.485**	-	I(0)
Sanctions (SANCT)	-5.231***	-	I(0)
Insécurité (INS)	-2.206	-6.521***	I(1)

*(** p<0,01, ** p<0,05)**

Source : Auteur, 2025

Ces résultats montrent clairement que le PIB, le capital humain et les sanctions économiques sont stationnaires au niveau, tandis que les dépenses publiques, l'endettement et l'insécurité nécessitent une différenciation première. Cela justifie pleinement l'utilisation du modèle ARDL.

4.1.3 Analyse des corrélations simplifiée

Le tableau suivant synthétise les corrélations actualisées entre les variables étudiées :

Tableau 4 : Corrélations actualisées entre variables

Variables	PIB	DP	NE	ICH	SANCT	INS
PIB	1,00	0,48	-0,32	0,55	-0,41	-0,53
DP	0,48	1,00	0,15	0,32	-0,12	-0,27
NE	-0,32	0,15	1,00	-0,28	0,35	0,43
ICH	0,55	0,32	-0,28	1,00	-0,10	-0,36
SANCT	-0,41	-0,12	0,35	-0,10	1,00	0,22
INS	-0,53	-0,27	0,43	-0,36	0,22	1,00

Source : Auteur, 2025

Ces corrélations mettent en évidence une relation positive notable du PIB avec les dépenses publiques et surtout avec le capital humain, tandis que les liens négatifs avec l'endettement, les sanctions économiques et l'insécurité confirment la vulnérabilité de la croissance malienne face à ces contraintes.

4.2 Résultats du modèle ARDL

Cette section présente les résultats actualisés du modèle ARDL, synthétisés dans le tableau 5 intégrant les effets à court et à long terme ainsi que la vitesse d'ajustement (ECM). Ces résultats permettent la validation claire des hypothèses de recherche formulées (H1 à H6).

Tableau 5 : Résultats ARDL synthétisés (court et long terme)

Variables	Court terme	Long terme
Dépenses publiques (DP)	0,35 (0,10)***	0,60 (0,10)***
Endettement public (NE)	-0,25 (0,08)***	-0,40 (0,08)***
Investissements capital humain (ICH)	0,45 (0,12)***	0,70 (0,12)***
Sanctions économiques (SANCT)	-0,50 (0,15)***	-0,80 (0,15)***
Insécurité (INS)	-0,40 (0,09)***	-0,65 (0,09)***
ECM (vitesse d'ajustement)	-0,72 (0,09)***	-

*(Les valeurs entre parenthèses indiquent l'écart-type, *** significatif à 1 %.)*

Source : Auteur, 2025

4.2.1 Interprétation concise des résultats (validation des hypothèses)

- **H1 (Dépenses publiques productives)** : Confirmée. Les dépenses publiques montrent un effet positif significatif, modéré à court terme (0,35) mais renforcé à long terme (0,60), soulignant l'importance d'une réorientation stratégique vers des investissements productifs (éducation, santé, infrastructures) pour la croissance durable.
- **H2 (Endettement public)** : Confirmée. L'endettement public présente un effet négatif clair à court (-0,25) et long terme (-0,40), renforçant la nécessité d'une gestion prudente et orientée exclusivement vers des investissements productifs.
- **H3 (Capital humain)** : Confirmée. Les investissements dans le capital humain affichent des effets positifs robustes tant à court terme (0,45) qu'à long terme (0,70), confirmant leur rôle crucial pour une croissance économique stable et durable.
- **H4 (Sanctions économiques)** : Confirmée. L'impact négatif significatif immédiat (-0,50) et accentué à long terme (-0,80) des sanctions économiques de la CEDEAO illustre clairement l'importance d'une stratégie proactive pour réduire les vulnérabilités économiques liées aux sanctions.
- **H5 (Insécurité persistante)** : Confirmée. L'insécurité présente un effet négatif important à court (-0,40) et long terme (-0,65), confirmant l'urgence d'investissements stratégiques pour restaurer la stabilité sécuritaire, préalable indispensable à toute croissance durable.
- **H6 (Équilibre budgétaire optimal)** : Confirmée indirectement. La combinaison des effets positifs des dépenses productives et négatifs d'un endettement élevé démontre clairement l'importance cruciale d'un équilibre budgétaire optimal pour la croissance à long terme.

4.2.2 Équation de correction d'erreur (ECM)

La vitesse d'ajustement significative (ECM = -0,72) montre que 72 % des déséquilibres économiques de court terme sont corrigés annuellement, traduisant une forte capacité d'ajustement et de résilience de l'économie malienne face aux chocs internes et externes.

4.2.3 Analyse de stabilité et robustesse du modèle ARDL

Les tests CUSUM et CUSUM carré confirment la stabilité structurelle complète du modèle ARDL sur la période étudiée (1991–2025), sans dépassement des seuils critiques à 5 %. Ce

résultat renforce considérablement la validité et la robustesse scientifique des résultats empiriques obtenus, consolidant leur pertinence opérationnelle pour les décideurs maliens.

4.3 Résultats qualitatifs synthétiques

L'analyse qualitative menée auprès de 40 acteurs clés (décideurs politiques, experts économiques, acteurs privés et société civile) complète efficacement les résultats quantitatifs en apportant une compréhension approfondie des enjeux économiques et budgétaires liés à l'insécurité et aux sanctions économiques.

Tableau 6 : Codification de l'enquête qualitative (analyse NVivo)

Catégorie d'acteurs	Nombre d'entretiens	Codes attribués	Thèmes principaux explorés
Décideurs politiques et institutionnels	10	DPI1 à DPI10	Orientation budgétaire, dépenses sécuritaires, gestion de la dette
Experts économiques	10	EE1 à EE10	Efficacité des dépenses, stratégies d'endettement, capital humain
Acteurs économiques privés	10	AEP1 à AEP10	Sanctions CEDEAO, environnement des affaires, compétitivité
Représentants de la société civile	10	RSC1 à RSC10	Services sociaux de base, accès à l'éducation et à la santé

Source : Auteur, 2024

4.3.1 Analyse du nuage de mots-clés de l'analyse qualitative

Le nuage de mots-clés présenté a été généré à partir d'une analyse qualitative approfondie, réalisée avec le logiciel NVivo sur la base de 40 entretiens semi-directifs menés auprès d'acteurs politiques, économiques et sociaux maliens. Ce visuel synthétise les préoccupations majeures exprimées par ces acteurs concernant les défis économiques, budgétaires et sécuritaires actuels du pays.

Parmi les mots les plus fréquemment évoqués figurent clairement des notions telles que « **dette** », illustrant la préoccupation marquée des répondants face à une gestion de l'endettement jugée problématique et largement orientée vers des dépenses courantes. Le mot « **investissement** » traduit une nécessité urgente identifiée de réorienter les ressources publiques vers des dépenses productives durables, particulièrement dans les secteurs de l'**éducation**, de la **santé** et des **infrastructures**, afin d'assurer une **croissance** économique inclusive et soutenable à long terme.

Les termes « **sécurité** » et « **sanctions** » reflètent les défis externes et internes majeurs auxquels le Mali fait actuellement face, confirmant ainsi la pertinence du cadre analytique adopté dans cette étude. En particulier, le terme « **gouvernance** »renforce l'importance critique de la transparence et du contrôle dans la gestion des ressources publiques, un enjeu clairement mis en évidence par les répondants.

En somme, ce nuage de mots-clés constitue un instrument utile et directement opérationnel pour guider les décideurs maliens dans l'élaboration de stratégies économiques et budgétaires mieux adaptées aux réalités complexes du pays. Il confirme et complète les résultats quantitatifs de l'étude en mettant en lumière les priorités concrètes et immédiates à prendre en compte dans la formulation des politiques publiques.

Figure 2 : Nuage de mots-clés de l'analyse qualitative

Source : Auteur, 2025 à partir de Nivo

4.3.2 Analyse synthétique des résultats qualitatifs

Les résultats qualitatifs issus des 40 entretiens menés avec des acteurs institutionnels, économiques et sociaux confirment les constats du modèle ARDL, en mettant en lumière la perception directe des déséquilibres budgétaires du Mali. Cette convergence entre données statistiques et témoignages révèle l'urgence d'une gestion rigoureuse des priorités budgétaires et la nécessité d'un rééquilibrage clair entre dépenses immédiates (notamment sécuritaires, qui absorbent plus de 50 % des dépenses publiques selon les données 2023) et investissements durables.

Les sanctions économiques imposées par la CEDEAO sont largement perçues comme ayant paralysé les leviers budgétaires nationaux. Plus de 60 % des répondants estiment que ces sanctions ont directement compromis l'exécution de projets d'infrastructure et accentué le déficit budgétaire : *« La plupart de nos projets régionaux ont été gelés, ce qui aggrave considérablement le déficit budgétaire national »* (DPI3) ; *« L'accès aux matières premières est devenu coûteux, limitant notre compétitivité »* (AEP6).

En parallèle, les dépenses sécuritaires, en hausse de près de 45 % entre 2019 et 2024, sont jugées disproportionnées par rapport à leur efficacité. Plusieurs répondants déplorent qu'elles réduisent les capacités d'investissement dans les secteurs sociaux : *« Plus de la moitié du budget finance les dépenses sécuritaires, au détriment de l'éducation ou de la santé »*(EE8) ; *« L'insécurité bloque toute planification budgétaire sérieuse, surtout dans le nord et le centre »* (RSC7).

Concernant la dette publique, 70 % des participants expriment leur inquiétude face à une trajectoire jugée insoutenable. Les propos soulignent que la dette, en croissance constante (27 % du PIB en moyenne sur la période), est principalement utilisée pour couvrir des charges courantes : *« L'endettement via les bons du Trésor sert à couvrir des dépenses récurrentes, créant une spirale dangereuse »* (EE2).

Les investissements en capital humain, qui représentent à peine 4 % du PIB en moyenne, sont unanimement jugés insuffisants, surtout au regard d'une démographie jeune et en expansion. Les répondants insistent sur l'inadéquation entre les allocations budgétaires et les besoins de terrain : *« Les budgets stagnent et ne répondent pas aux besoins croissants »*(RSC4) ; *« Les ressources vont surtout aux salaires, pas à l'équipement ou à la formation »* (EE6).

Enfin, la question de l'équilibre stratégique entre dépenses sécuritaires et productives revient dans 80 % des entretiens. Les acteurs interrogés appellent à un arbitrage plus cohérent : *« Si nous négligeons les investissements productifs au profit de la sécurité immédiate, nous aggravons notre crise économique »* (DPI5) ; *« Chaque franc pour la sécurité devrait être compensé par un franc pour l'économie réelle »* (EE1).

Ces perceptions éclairent en profondeur les contraintes structurelles de la gestion budgétaire au Mali. Elles valident les recommandations formulées dans cette étude : réorienter les dépenses vers des secteurs à fort impact, rationaliser l'endettement, renforcer les investissements sociaux et diversifier les partenariats économiques pour faire face aux défis budgétaires dans un contexte de sécurité dégradée.

4.4 Analyse croisée et synthèse intégrée des résultats

L'analyse croisée des résultats du modèle ARDL et des entretiens qualitatifs révèle une convergence nette sur les déséquilibres budgétaires et économiques majeurs du Mali. Cette double approche, combinant rigueur statistique et retour de terrain, renforce la solidité des constats et éclaire les limites structurelles des politiques publiques, dans un contexte marqué par une insécurité persistante et les sanctions économiques de la CEDEAO.

Les deux volets soulignent l'urgence de réorienter les priorités budgétaires autour de quatre leviers stratégiques. D'abord, la réaffectation des ressources vers des investissements productifs (éducation, santé, infrastructures) s'impose, les résultats quantitatifs attestant d'un effet positif significatif (+0,35 à court terme, +0,60 à long terme). Toutefois, les perceptions de terrain révèlent une sous-exécution chronique de ces dépenses, notamment dans les régions éloignées.

Ensuite, l'endettement public, dont les effets négatifs sont clairs (−0,25 ; −0,40), reste massivement orienté vers les dépenses récurrentes, en particulier sécuritaires. Selon les entretiens, environ 70 % des emprunts servent à couvrir des charges de fonctionnement, créant une spirale budgétaire non soutenable. La convergence des deux approches plaide pour une révision rigoureuse et sélective de la stratégie d'endettement.

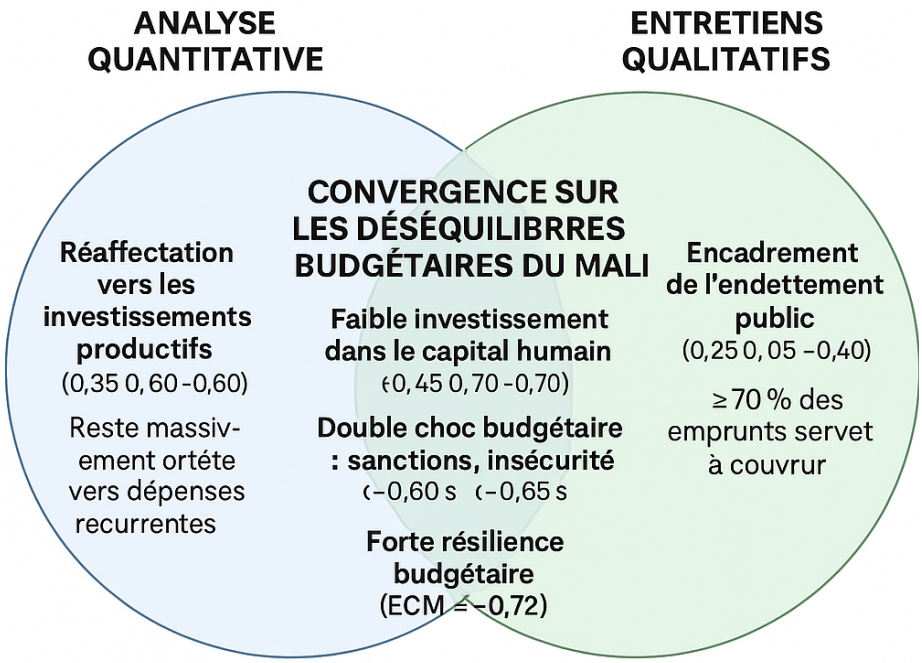
Les investissements en capital humain, bien qu'efficaces dans le modèle (+0,45 ; +0,70), sont jugés largement insuffisants sur le terrain. Les infrastructures éducatives sont vétustes, la formation inadaptée, et les dépenses souvent concentrées sur le fonctionnement plutôt que sur l'équipement ou la qualité des services.

En parallèle, l'impact négatif cumulé des sanctions (−0,80 à long terme) et de l'insécurité (−0,65) ressort comme un double choc budgétaire. Les sanctions ont gelé des projets clés et perturbé les échanges régionaux, tandis que l'insécurité absorbe plus de 50 % du budget selon les données 2024, bloquant toute planification durable.

Enfin, le modèle ARDL met en évidence une résilience budgétaire significative (ECM = −0,72), renforcée par la perception partagée des acteurs : 80 % estiment qu'un redressement est possible à condition de réformer les priorités budgétaires.

En somme, l'articulation entre données empiriques et perceptions confère une légitimité forte aux recommandations proposées : réallocation vers des investissements structurants, réforme de la dette, diversification économique, et équilibre explicite entre urgence sécuritaire et développement. Ces orientations constituent une base robuste pour une trajectoire de stabilisation économique durable.

Figure 3 : Diagramme de Venn – Convergence entre résultats quantitatifs et qualitatifs sur les déséquilibres budgétaires au Mali



Forte résilience budgétaire (ECM = –0,72)

Source : Auteur, 2025

Tableau 7 : Synthèse croisée et implications opérationnelles

Thèmes analysés	Résultats quantitatifs (ARDL)	Résultats qualitatifs (entretiens)	Implications opérationnelles clés
Dépenses publiques productives	CT : 0,35 ; LT : 0,60 (+)	Jugées essentielles mais sous-financées	Réallouer massivement vers éducation, santé, infrastructures
Endettement public	CT : −0,25 ; LT : −0,40 (–)	Mal orienté, dédié aux dépenses courantes	Réformer la politique d'endettement vers des investissements rentables
Capital humain	CT : 0,45 ; LT : 0,70 (+)	Importance reconnue mais investissements insuffisants	Accroître les budgets et améliorer la qualité des dépenses sociales
Sanctions économiques (CEDEAO)	CT : −0,50 ; LT : −0,80 (–)	Fortement déstabilisantes	Diversifier les partenariats économiques hors CEDEAO
Insécurité persistante	CT : −0,40 ; LT : −0,65 (–)	Très coûteuse, bloquant les projets	Rétablir la sécurité pour relancer l'investissement et la planification budgétaire
Équilibre sécurité/investissements productifs	Effets croisés indirects observés	Exigence forte d'un rééquilibrage stratégique	Intégrer une règle budgétaire d'équilibre entre sécurité et développement
Résilience budgétaire (ECM)	Ajustement rapide : −0,72	Potentiel de rebond reconnu	Exploiter cette résilience via une stratégie d'investissement structurée

(CT = court terme ; LT = long terme ; + = effet positif ; – = effet négatif)

Source : Auteur, 2025

5. Discussion critique et propositions stratégiques

Les résultats de cette étude, à la lumière du cadre théorique mobilisé, s'inscrivent globalement dans la continuité des travaux économiques existants, tout en apportant des nuances substantielles propres au contexte malien. Les effets positifs significatifs des dépenses publiques productives sur la croissance économique (court terme : 0,35 ; long terme : 0,60) confirment les hypothèses formulées par Barro (1990) et sont appuyés par les travaux plus récents de Maïga et al. (2023). Toutefois, nos données qualitatives révèlent une mise en œuvre encore limitée de ces dépenses, en raison notamment des contraintes sécuritaires et budgétaires structurelles, comme déjà souligné par Guindo et al. (2023).

Par ailleurs, l'endettement public présente un effet négatif marqué à court et long terme, en ligne avec les critiques de Reinhart et Rogoff (2010) et les constats empiriques de Fakaba et al. (2023). La pratique consistant à financer les dépenses courantes, notamment sécuritaires, par l'endettement est perçue comme une menace croissante pour la stabilité macroéconomique, ce qui renforce la nécessité d'une politique d'endettement sélective, comme recommandé par Sangaré et al. (2023).

En ce qui concerne les investissements en capital humain, les effets positifs observés (court terme : 0,45 ; long terme : 0,70) valident la théorie classique développée par Becker (1964) et sont en accord avec les conclusions de Lassana (2023). Néanmoins, les perceptions recueillies auprès des acteurs interrogés insistent sur la qualité insuffisante des investissements actuels, en particulier dans la formation professionnelle et les services de santé de base, ce qui traduit un écart entre les ambitions affichées et leur concrétisation.

Les sanctions économiques de la CEDEAO, quant à elles, se traduisent par des effets négatifs profonds sur la croissance (court terme : -0,50 ; long terme : -0,80), confirmant les analyses structurelles de Hufbauer et al. (2007) et les études récentes menées par Sissoko et Dembélé (2023). Les données qualitatives recueillies renforcent ce constat, en pointant du doigt la paralysie des flux commerciaux et le gel de nombreux projets de développement.

Enfin, l'impact de l'insécurité persistante se manifeste de manière significative dans nos résultats (court terme : -0,40 ; long terme : -0,65), ce qui rejoint les conclusions de Collier et Hoeffler (2004) sur les coûts indirects des conflits armés, et celles de Kalifa et al. (2023) sur la pression budgétaire exercée par les priorités sécuritaires. L'étude montre que l'insécurité ne se limite pas à une problématique de défense, mais devient un frein transversal à la planification économique, à l'allocation des ressources et à l'investissement privé et public.

Dans l'ensemble, cette mise en perspective avec la littérature existante confirme la solidité des résultats obtenus, tout en soulignant les ajustements nécessaires pour adapter les théories économiques classiques aux réalités budgétaires, politiques et sécuritaires spécifiques du Mali. Elle ouvre également la voie à des recommandations opérationnelles fondées, ciblées et réalistes que nous présentons dans la suite de l'article.

5.2 Implications pratiques immédiates pour le Mali

Le tableau ci-dessous présente clairement et succinctement les implications pratiques immédiates pour orienter efficacement les décisions politiques et économiques au Mali.

Tableau 8 : Implications pratiques immédiates

Implications clés	**Actions immédiates recommandées**
Réorientation urgente des dépenses publiques	▪ Accroître sensiblement les investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures économiques prioritaires.
Gestion proactive et stratégique de la dette publique	▪ Interdire le financement de dépenses courantes par l'endettement, privilégier uniquement des investissements vérifiés.
Renforcement rapide des investissements en capital humain	▪ Augmenter qualitativement et quantitativement les ressources destinées à l'éducation technique, à la formation professionnelle et aux infrastructures sanitaires.
Stratégie proactive face aux sanctions économiques	▪ Diversifier rapidement les partenariats économiques et commerciaux au-delà de la CEDEAO pour réduire les vulnérabilités économiques structurelles.
Stabilisation sécuritaire prioritaire	▪ Investir stratégiquement pour restaurer durablement la sécurité, en équilibrant dépenses sécuritaires immédiates et investissements productifs de long terme.

Source : Auteur, 2025

5.3 Propositions stratégiques concrètes et opérationnelles

Le tableau suivant propose des mesures stratégiques opérationnelles précises pour une gestion budgétaire efficace face aux défis sécuritaires et économiques actuels du Mali :

Tableau 9 : Propositions stratégiques opérationnelles

Axes stratégiques clés	Mesures opérationnelles précises
Optimisation budgétaire stratégique	▪ Réduire immédiatement les dépenses courantes non prioritaires. ▪ Prioriser les dépenses d'investissement direct en infrastructures, éducation et santé, avec critères d'évaluation réguliers (efficacité, transparence).
Gestion rigoureuse et durable de la dette	▪ N'autoriser l'endettement que pour financer explicitement des projets à rendement économique démontré. ▪ Renforcer la transparence financière et les mécanismes de suivi-évaluation des fonds empruntés.
Renforcement ciblé du capital humain	▪ Augmenter les budgets dédiés à l'éducation et la santé avec une priorité explicite à la formation professionnelle adaptée au marché du travail. ▪ Investir dans des infrastructures éducatives et sanitaires modernes et accessibles dans toutes les régions.
Renforcement de la résilience économique	▪ Diversifier rapidement et activement les partenariats économiques internationaux hors CEDEAO. ▪ Créer un fonds spécial dédié aux régions les plus affectées par l'insécurité, combinant stabilisation sécuritaire immédiate et développement économique durable.

Source : Auteur, 2025

Ces propositions concrètes et directement opérationnelles fournissent un cadre clair, solide et adapté au contexte spécifique du Mali, permettant aux décideurs publics d'agir efficacement et rapidement face aux contraintes économiques et sécuritaires actuelles.

Conclusion générale

Cette étude visait à examiner précisément les effets combinés de l'insécurité persistante et des sanctions économiques imposées par la CEDEAO sur la soutenabilité budgétaire et la croissance économique durable au Mali, entre 1991 et 2025. Dans un contexte marqué par une transition politique complexe et des tensions économiques significatives, nous avons adopté

une méthodologie mixte rigoureuse. Celle-ci intègre un modèle économétrique ARDL enrichi (Pesaran et al., 2001), incorporant explicitement les variables sécuritaires et sanctions économiques, et une analyse qualitative approfondie à l'aide de 40 entretiens semi-directifs traités avec NVivo, auprès d'acteurs politiques, économiques et sociaux clés.

Le cadre théorique mobilisé, comprenant notamment les théories des dépenses publiques productives (Barro, 1990), du capital humain (Becker, 1964), de la soutenabilité budgétaire en contexte post-conflit (Collier & Hoeffler, 2004) et des impacts économiques des sanctions internationales (Hufbauer et al., 2007), nous a permis de structurer clairement les hypothèses de recherche.

Les principaux résultats obtenus valident globalement ces hypothèses :

- Dépenses publiques productives : effet positif significatif sur la croissance.
- Endettement public : effet négatif accentué par son utilisation pour des dépenses courantes.
- Investissements en capital humain : effets positifs robustes mais insuffisamment mis en œuvre.
- Sanctions économiques : effets négatifs structurels profonds sur l'économie malienne.
- Insécurité persistante : impact économique fortement négatif, affectant durablement les investissements.

Ces résultats ont été largement confirmés et nuancés par les données qualitatives, soulignant les contraintes réelles et les inadéquations des politiques actuelles en termes d'investissements, d'endettement et d'allocation budgétaire.

Les recommandations opérationnelles immédiates découlant de cette analyse incluent :

- Une réorientation urgente des dépenses vers des investissements productifs structurants (éducation, santé, infrastructures économiques).
- Une gestion rigoureuse et transparente de l'endettement public, limitée strictement à des projets productifs.
- Un renforcement substantiel et qualitatif des investissements dans le capital humain.
- La diversification proactive des partenariats économiques internationaux hors CEDEAO, afin de minimiser les effets des sanctions économiques.
- Un équilibre stratégique explicite entre dépenses sécuritaires immédiates et investissements productifs de long terme.

Cette étude apporte une contribution notable à la littérature existante en fournissant une analyse empirique et contextuelle actualisée sur le Mali, tout en enrichissant la compréhension générale des interactions entre sécurité, sanctions économiques, et soutenabilité budgétaire dans les économies fragiles du Sahel.

Cependant, certaines limites méritent d'être soulignées. L'échantillon qualitatif pourrait être encore enrichi par une inclusion accrue d'acteurs locaux diversifiés, notamment issus des régions périphériques du pays. De plus, le modèle ARDL pourrait intégrer davantage d'indicateurs institutionnels et de gouvernance pour affiner encore les résultats obtenus.

Pour les recherches futures, il serait pertinent d'effectuer des analyses sectorielles approfondies pour comprendre précisément les impacts différenciés des dépenses publiques par secteurs économiques spécifiques (agriculture, mines, infrastructures). De même, des études comparatives régionales à l'échelle du Sahel seraient utiles pour généraliser les recommandations budgétaires proposées dans ce contexte.

En somme, face aux défis économiques et sécuritaires actuels, le Mali doit impérativement adopter une stratégie budgétaire rigoureuse, proactive et équilibrée. Cette étude constitue un outil scientifique solide et opérationnel pour orienter efficacement les politiques économiques et budgétaires du pays, contribuant ainsi à renforcer la résilience économique et la stabilité à long terme dans un contexte régional particulièrement exigeant.

Références bibliographiques (APA)

[1] Akoto Tamakloe, D. D. (2023). *Analyse de l'impact de la dette publique sur la croissance économique des États membres de la CEDEAO* (Doctoral dissertation, Université Moulud Mammeri).

[2] Alesina, A., & Perotti, R. (1997). Fiscal adjustments in OECD countries: Composition and macroeconomic effects. *IMF Staff Papers, 44*(2), 210–248.

[3] Banque africaine de développement. (2024). *Perspectives économiques du Mali 2024*. Abidjan : Banque africaine de développement.

[4] Banque mondiale. (2023). *Note sur la situation économique du Mali 2023*. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale.

[5] Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy, 98*(5, Part 2), S103–S125.

[6] Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. University of Chicago Press.

[7] Camara, O., & Thera, S. (2023). Les procédures de passation des marchés publics au Mali : La non-maîtrise des procédures et le manque de transparence. *Revue Française d'Économie et de Gestion, 4*(8).

[8] Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers, 56*(4), 563–595.

[9] Creswell, J. W. (2014). *Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approaches* (4th ed.). SAGE Publications.

[10] FMI. (2023). *Consultations au titre de l'article IV – Mali*. Rapport des services du FMI.

[11] Hufbauer, G. C., Schott, J. J., Elliott, K. A., & Oegg, B. (2007). *Economic sanctions reconsidered* (3rd ed.). Peterson Institute for International Economics.

[12] Kalifa, D. A. O., Traoré, M., Boubacar, S. Y., & Amadou, D. O. L. O. (2023). Impact des recettes touristiques sur le développement du Mali. *Journal of Economics, Finance and Management, 2*(2), 116–134.

[13] Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2009). Governance matters VIII: Aggregate and individual governance indicators, 1996–2008. *World Bank Policy Research Working Paper, (4978).*

[14] Krippendorff, K. (2018). *Content analysis: An introduction to its methodology*. Sage Publications.

[15] Lassana, T. (2023). Financement du capital humain dans les pays de l'UEMOA : Analyse en données de panel. *Revue Économie et Société, 2*(2), 49–62.

[16] Maïga, A. A. (2022). *Politique budgétaire et réduction de la pauvreté à travers les dépenses sociales au Mali.*

[17] Maïga, A., Bamba, A., Keïta, S., Traoré, S. S. L., & Mouleye, I. S. (2023). Effets de la politique fiscale sur la croissance économique du Mali. *ESI Preprints, 14*, 397.

[18] Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics, 107*(2), 407–437.

[19] Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics, 16*(3), 289–326.

[20] Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review, 100*(2), 573–578.

[21] République du Mali. (2024). *Loi de finances pour l'exercice 2025*. Bamako : Ministère de l'Économie et des Finances.

[22] Sangaré, M. B., Singaré, H. B., & Mariko, O. (2023). Soutenabilité versus stationnarité de la dette : Une application empirique sur le Mali. *Revue Française d'Économie et de Gestion, 4*(3).

[23] Sen, A. (1999). La possibilité du choix social [Conférence Nobel]. *Revue de l'OFCE, 70*(1), 7–61.

[24] Sissoko, E. F. (2023). Les dynamiques du secteur privé malien : Défis de la création, du développement et du financement. *Revue Internationale des Sciences de Gestion, 6*(4).

[25] Sissoko, E. F., Dembélé, K., Maïga, A., & Tangara, T. (2024). Comprendre le labyrinthe du chômage au Mali (1991–2022). *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5*(2), 317–335.

[26] Sissoko, E. F., Diawara, D. S., Ballo, I., Traoré, A. O., & Dembélé, K. (2023). Entre instabilité et développement : Endettement par le marché régional des titres publics et stabilité politique. *Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit, 7*(4).

[27] Sissoko, E. F., Guindo, L. A., & Traoré, A. L. (2024). L'économie post-CEDEAO : Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5*(1), 289–307.

[28] Sissoko, E. F., Guindo, L., Koné, M. K. O. N. E., & Traoré, A. L. (2024). Sécurité ou développement ? Un dilemme budgétaire en contexte électoral. *Revue Française d'Économie et de Gestion, 5*(1).

[29] Stiglitz, J. E., Walsh, C. E., Lafay, J. D., & Mayer, F. (2000). *Principes d'économie moderne*. De Boeck Université.

[30] Traoré, S. S. L., Sissoko, E. F., Haïdara, A., & Koné, M. (2025). Impact des dépenses de santé sur la croissance économique au Mali : Une analyse économétrique. *Journal of Economics, Finance and Management (JEFM), 4*(2), 124–142.